

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°592 – 11 juillet 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Evolution favorable de l'activité dans l'UEMOA en mai 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse en mai 2025. L'indice de la production industrielle a progressé de 7,9 % en glissement annuel (g.a.) tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 4,3 % et 8,7 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,3 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100), traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise sur l'orientation favorable de la conjoncture. Il reste toutefois en légère baisse (-0,2 point) par rapport à la même période l'an dernier, reflétant notamment les diminutions des scores de 6 pays de l'Union, dont les plus fortes concernent la Guinée-Bissau (-1,1 point en g.a), le Burkina Faso (-1) et le Togo (-0,7) ; le Sénégal (+1,7 point en g.a) et le Niger (+0,9) étant les seuls pays ayant enregistré des hausses. Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA a diminué de 1,6 point de pourcentage (p.p.) par rapport à avril 2025, pour s'établir à 0,6 % en mai 2025. Ce ralentissement est porté par les prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, dont la contribution à l'inflation est a diminué de 1,2 p.p.

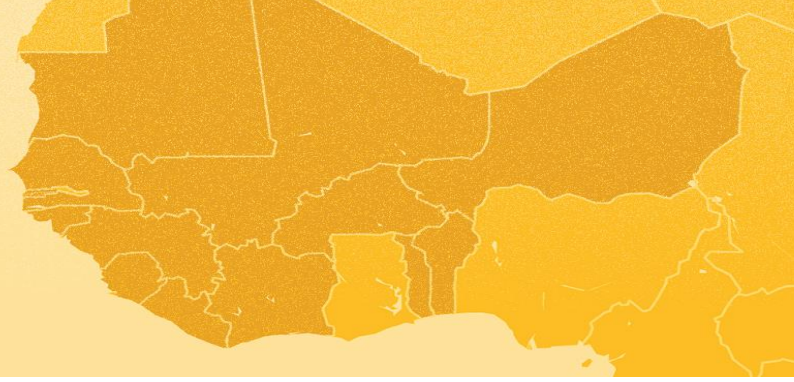
Le chiffre à retenir

1 Md EUR

Le montant du projet de développement touristique de la station Mbodiène au Sénégal.

195 M EUR de la BIDC pour des projets au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée

Lors de sa 92^e session ordinaire qui s'est tenue le 30 juin 2025, le Conseil d'administration de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) [a approuvé](#) le financement de 4 projets au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée pour un montant total de plus de 195 M EUR. Le premier projet, d'un montant de 50 M EUR, vise la construction et l'équipement par le groupe britannique Planet One de six centres d'enseignement technique et de formation professionnelle au Togo. Un autre d'un montant de 25 M USD permettra l'importation de clinker par la Société de Ciment de Côte d'Ivoire au bénéfice de la Côte d'Ivoire. En Guinée, la modernisation et la mise aux normes de quatre lycées agricoles seront financées à hauteur de 28,9 M EUR, ainsi que la construction de trois microcentrales hydroélectriques (30 MW) pour un montant de 95,2 M EUR.



Bénin

L'inflation reste contenue en juin 2025 à +1,8 % en g.a

D'après l'Institut national de la statistique et de la démographie (Instad), l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) [a affiché](#) une hausse de +1,8 % en glissement annuel en juin 2025, contre +0,6 % en mai. Cette hausse est essentiellement tirée par la progression des prix alimentaires et des boissons non alcoolisées (+5,9 % en g.a), des vêtements et chaussures (+2,9 % en g.a) et de la santé (+2,5 % en g.a). Cependant, cette tendance haussière est atténuée par des baisses de prix dans plusieurs catégories, dont "logement, eau, électricité et combustibles" (-1,7 % en g.a), "information et communication" (-2,7 % en g.a) et "restaurants et services d'hébergement" (-3,1 % en g.a). Ainsi, bien que des tensions sur les prix alimentaires existent, l'inflation globale reste contenue du fait de la régression des prix d'autres biens et services.

Burkina Faso

Publication de la Note Economique 2025 de la Banque Mondiale et focus sur le secteur énergétique

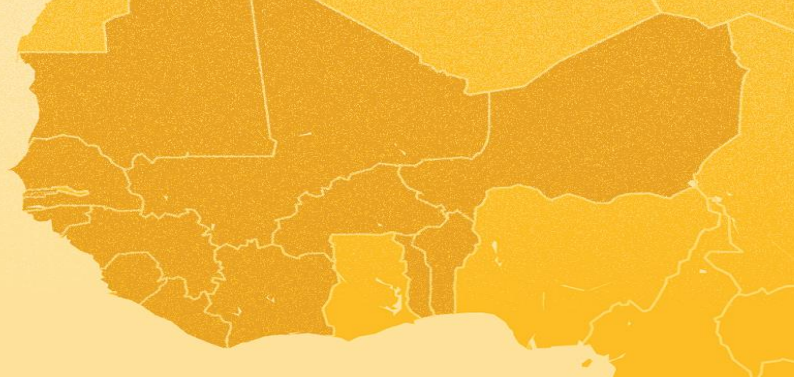
Le 8 juillet 2025, la Banque mondiale a [publié](#) sa Note sur la situation économique du Burkina Faso, qui analyse la conjoncture de 2024 et les perspectives à moyen terme, avec un focus spécial sur le secteur de l'énergie. D'après le rapport l'économie burkinabè a enregistré une croissance de 4,9 % en 2024 (contre 3 % en 2023), portée par l'agriculture et les services. L'inflation est montée à 4,2 %, principalement en raison de la hausse des prix alimentaires. L'extrême pauvreté aurait diminué de 3 points de pourcentage à 23,2 % en 2024, avec une baisse plus marquée dans les milieux ruraux, mais touche encore plus de 5,5 millions de personnes. Les déficits budgétaire (5,6 % du PIB)

et courant (6,4 % du PIB) se sont réduits en 2024. Le chapitre spécial de la note souligne que l'accès limité à l'électricité freine la croissance. Il recommande plusieurs réformes structurelles, entre autres : l'amélioration de la réglementation, une tarification fondée sur les coûts, le développement du solaire, l'extension du réseau et une plus grande ouverture au secteur privé afin de réduire les coûts de production et soutenir la transformation économique.

Cap-Vert

Le FMI approuve un décaissement de 6,2 M USD à l'issue de la 6^e revue FEC

Le 9 juillet 2025, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 6^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) approuvée en juin 2022, entraînant un décaissement immédiat de 4,5 M DTS (6,2 M USD). Parallèlement, le Conseil a approuvé (i) une prolongation de 15 mois de l'accord FEC, assortie d'une augmentation du financement programme équivalente à 30 % de la quote-part (soit 7,1 M DTS), portant ainsi le financement total à 52,1 M DTS (71,4 M USD); et (ii) une extension de 15 mois de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), ainsi qu'un rééchelonnement des décaissements liés aux mesures de réformes différées. Selon le FMI, les résultats obtenus dans le cadre de l'accord FEC restent solides. D'après le communiqué, la croissance économique a atteint 7,3 % en 2024 et devrait s'établir à 5,2 % pour 2025, portée notamment par le tourisme, alors que l'inflation resterait modérée autour de 2 %. A moyen terme, les perspectives demeurent favorables avec une croissance qui devrait se maintenir à 4,8 % à l'horizon 2028 et une inflation proche de 2 %.



Le gouvernement approuve l'accord d'établissement du projet touristique Sao Pedro Hills

Dans un communiqué du 8 juillet 2025, les autorités [ont approuvé](#) l'accord d'établissement relatif au développement et à l'exploitation du projet touristique de Sao Pedro Hills, à Sao Vicente. D'un budget de 38,8 M EUR, le projet prévu sur une superficie de 64 974 m² vise à renforcer et à diversifier l'offre touristique de l'île à travers la réalisation d'infrastructures touristiques, commerciales, hôtelières et résidentielles. La première phase du projet d'un budget de 13,6 MEUR a été lancée en mai 2021. La deuxième phase (25,2 MEUR) devait démarrer au premier trimestre 2025 pour une durée de 6 ans. Elle prévoit notamment la construction de 260 appartements de haut standing, des piscines, un restaurant, un bar, des espaces de loisirs ainsi qu'un club pour enfants.

Côte d'Ivoire

Première édition de l'Ivoire Tech Forum 2025 à Abidjan

La première édition de l'Ivoire Tech Forum s'est [tenue](#) du 10 au 11 juillet 2025 à Abidjan, sous le thème "*Le numérique au service de tous : comment les nouvelles technologies transforment notre quotidien*". L'événement, organisé par le ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation, a réuni startups, experts, investisseurs et représentants d'institutions locales et internationales. Parmi les principales annonces, le ministre a [annoncé](#) la création d'un Fonds Ivoirien de l'Innovation Technologique (F2IT), doté d'un capital initial de 100 Mds FCFA (152,4 MEUR), destiné à financer et structurer les startups à fort potentiel. Ce fonds sera [mis](#) en œuvre sous la forme d'une société à participation publique minoritaire, avec une gouvernance alignée sur les standards du secteur privé, par ailleurs, un comité de labellisation chargé d'identifier les projets les plus prometteurs est prévu. Le forum

a également été [marqué](#) par la signature de deux protocoles d'accord non contraignants entre la société publique émiratie G42 Presight et les ministères ivoiriens concernés, portant sur la modernisation de l'administration publique et le développement du numérique, en ligne avec la stratégie nationale.

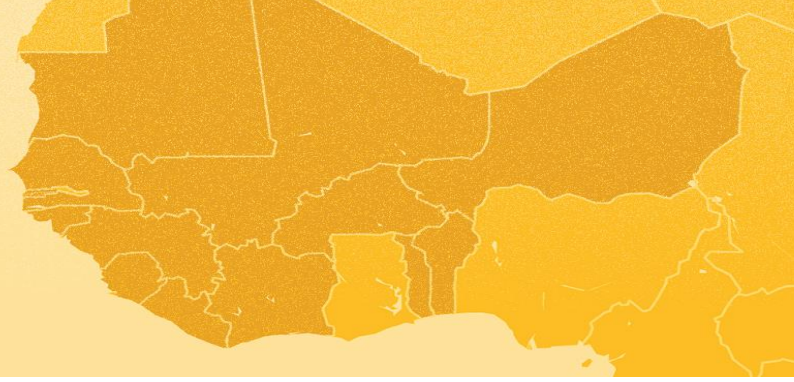
Baisse de 5,6 % en g.a des exonérations fiscales et douanières à fin mars 2025

Selon une [communication](#) adoptée par le gouvernement, les exonérations fiscales et douanières ont atteint un montant estimé à 129,2 Mds FCFA à fin mars 2025, soit une baisse de 5,6 % en glissement annuel (g.a). Cette réduction s'explique principalement par la baisse des avantages liés aux projets de l'Etat, ainsi qu'à ceux accordés aux entreprises minières et pétrolières. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des exonérations les plus importantes sont principalement l'industrie (35,6 % du montant total) et les services (21,2%).

Guinée

EGA annonce la résiliation de sa convention minière par les autorités

Le 9 juillet 2025, après plusieurs mois d'arrêt des activités, Emirates Global Aluminium (EGA) a [annoncé](#) la résiliation par les autorités de la Transition de la Convention de Base conclue entre sa filiale, Guinea Alumina Corporation (GAC), et la République de Guinée signée en 2004. Cette convention encadrait l'exploitation de la bauxite en Guinée par GAC et incluait entre autres l'obligation de construire une raffinerie sur le sol guinéen, engagement que les autorités estiment non respecté. Cette rupture intervient dans un contexte de tensions croissantes : à l'automne 2024, l'État guinéen avait déjà bloqué les opérations de GAC, suspendant ses exportations de bauxite et restreignant son accès au réseau ferroviaire national. En conséquence, GAC a également



annoncé un vaste plan de suppressions de postes, affectant dans un premier temps plus de 2 000 salariés et sous-traitants. Enfin, [GAC et sa maison mère EGA entendent porter l'affaire devant des juridictions internationales](#), estimant que la décision guinéenne constitue une rupture illégale de contrat.

Libéria

Inflation à 11,7 % en g.a. au Libéria en mai 2025

Selon l'Institut de la statistique et des services de géo-information du Libéria (Lisgis), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) s'est [établi](#) à 11,7 % en mai 2025, contre 11,6 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des services de restauration et d'hôtellerie (+29,7 % en g.a) et ceux de la santé (+20,2 % en g.a). Les prix de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+11,2 % en g.a) et des produits alimentaire et boissons non-alcoolisées (+7,7 % en g.a) ont également enregistré une hausse notable. A noter toutefois que seul le prix des transports a enregistré une baisse.

Mali

Accords entre Kodal Minerals et Hainan Mining sur la vente de lithium de Bougouni

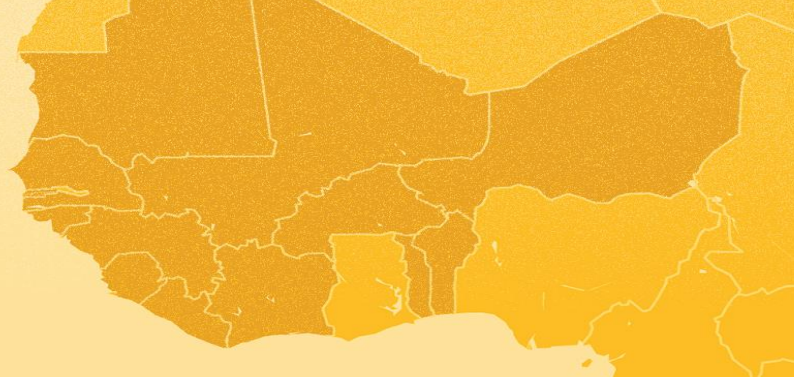
Le 30 juin 2025, la société minière Kodal Minerals a [signé](#) un accord avec l'entreprise chinoise Hainan Mining pour lui vendre toute la production de lithium du projet Bougouni, situé dans le sud du Mali. L'accord, d'une durée initiale de 4 ans, sera effectif une fois que le gouvernement malien aura délivré le permis d'exportation. Le prix sera basé sur les tarifs de la plateforme d'information et de services "Shanghai Metals Market", avec des ajustements selon la qualité du produit. D'après le

communiqué de Kodal Minerals, plus de 40 000 tonnes de concentré de spodumène, d'où est extrait le lithium, sont déjà prêtes à être exportée et pourrait partir notamment par le port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Pour rappel, la première phase du projet Bougouni comprend une ligne de production de 1,4 M tonnes par an de concentré de spodumène, qui devrait produire de 100 000 à 120 000 tonnes an de lithium par an.

Niger

Moody's maintient la note Caa3 du pays

Le 3 juillet 2025, l'agence de notation internationale Moody's Ratings a [confirmé](#) la note souveraine en devise locale et étrangère du Niger à **Caa3**, avec une **perspective stable**. Selon l'agence, cette note reflète les graves problèmes sécuritaires et les tensions de liquidité du Niger, qui limitent la capacité du pays à assurer le service de la dette et augmentent le risque de nouveau défaut de paiement. A titre d'illustration, le pays a accumulé de nouveaux arriérés de paiement du service de la dette intérieure au 2nd semestre 2024. L'agence estime que la reprise des exportations pétrolières n'améliorera pas significativement la **faiblesse structurelle des recettes publiques**, projetées entre 10 et 12 % du PIB jusqu'en 2027. Elle souligne également la persistance de **risques budgétaires** liés notamment à des contentieux dans le secteur minier, à des conditions de financement resserrées et à un **contexte politique et sécuritaire incertain**. Elle note en outre comme aspect positif l'**engagement des autorités** à apurer les arriérés d'ici fin 2025 et à poursuivre les réformes dans le cadre du programme soutenu par le FMI.



Sénégal

Lancement d'un projet touristique en PPP de plus de 1 Md EUR

Le 8 juillet 2025, la Société d'aménagement et de promotion des côtes touristiques du Sénégal (SAPCO) [a lancé](#) les travaux du projet d'aménagement de la station touristique de Mbodiène, située sur la Petite Côte, à 120 km au sud de Dakar. Déployé une superficie de 504 ha, le projet prévoit entre autres la construction de 3 000 chambres d'hôtels, 2 000 résidences haut de gamme, une marina, un parc aquatique, un village artisanal, un centre commercial ainsi que des infrastructures sportives. Dans une perspective de durabilité, le projet intègre dès sa conception des infrastructures vertes incluant le recours aux énergies renouvelables, un système d'assainissement moderne, une politique de gestion des déchets. Porté par un partenariat public-privé, ce projet d'un coût global estimé à 665 Mds FCFA (1 Md EUR) devrait générer 15 000 emplois directs et 30 000 indirects.

Togo

ATIDI approuve une garantie en faveur du projet solaire de Sokodé

L'Assurance pour le développement du commerce et de l'investissement en Afrique (ATIDI) [a approuvé](#) une garantie de paiement via sa Facilité régionale de soutien à la liquidité (FRSL) en faveur du projet solaire de Sokodé, développé par les entreprises françaises Meridiam et EDF. Cette garantie, la première en Afrique de l'Ouest via FRSL, couvrira le risque de non-paiement de la compagnie nationale d'électricité, la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET). En particulier, elle permettra de sécuriser jusqu'à six mois de recettes, sur une durée initiale pouvant atteindre 15 ans, renforçant ainsi l'attractivité financière du

projet. Avec un contrat d'achat d'électricité de 25 ans, cette centrale de 62 MW alimentera environ 700 000 personnes. Le projet s'inscrit dans l'ambition du gouvernement togolais d'atteindre un mix énergétique composé à 50% d'énergies renouvelables d'ici 2030. Pour rappel, le Togo a, en 2022, [produit](#) 820 GW d'électricité alors que la consommation [s'est établie](#) à 1740 GW. Ainsi, le développement des capacités de production d'énergies renouvelables permettrait de réduire la dépendance aux combustibles fossiles et aux importations d'électricité.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

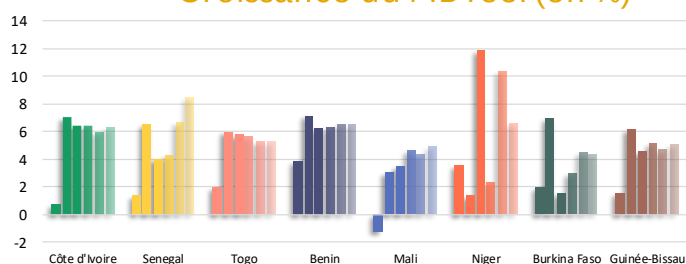
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

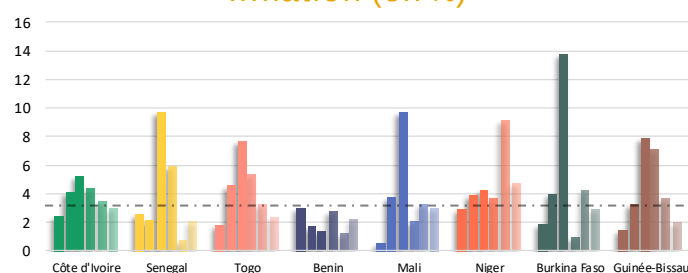


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

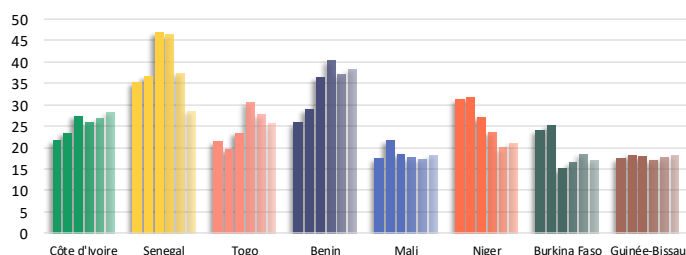
Croissance du PIB réel (en %)



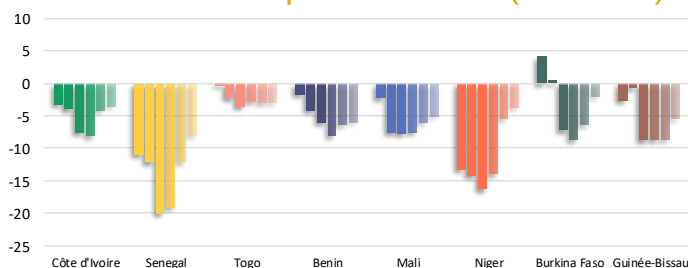
Inflation (en %)



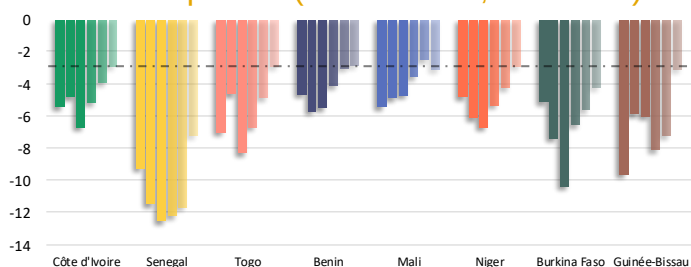
Investissements publics (% du PIB)



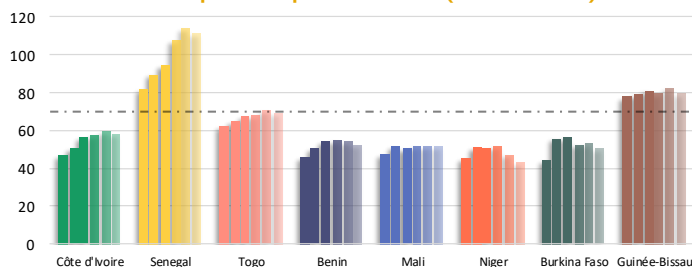
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 — Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/dgtresor)